

changer



**LE
REARMEMENT
MORAL**

**Deux
interrogations,
des éléments
de réponse**

P. 10-11

**Le sous-continent
indien
au-delà
des problèmes
de l'heure**



MALAISIE COMBLEE ET VULNERABLE



Une modification dans le procédé d'expédition a causé un retard dans l'arrivée des numéros de février et mars. Nous espérons que les prochains numéros vous seront livrés dans les délais habituels.

LA REDACTION

PHOTOS dans ce numéro : Ambassade du Pakistan : p. 4 et 5 ; Channer : p. 10.

CHANGER vous intéresse ? ABONNEZ-VOUS... INFORMEZ-VOUS...

En renvoyant ce bulletin dûment rempli et découpé à l'une des adresses suivantes :

Suisse : CHANGER
CH - 1824 CAUX

France et autres pays :
CHANGER
68 boulevard Flandrin
F - 75116 PARIS

M./Mme/Mlle..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Pays.....

désire s'abonner à la revue CHANGER à partir du mois de..... 19.... et s'acquitter du montant de l'abonnement dès réception de votre facture (tarifs ci-contre).

désire bénéficier d'une prochaine campagne de promotion de la revue.

commande ... exemplaires du n° de CHANGER (paiement sur facture).

Date : Signature :

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle

publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse : N° 62060

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.
Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.
Tél. (022) 33.09.20.

Responsable de la publication :
Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Frédéric et Nathalie Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Charles Piguot, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau, Maurice Favre, Hélène Golay, Colette Lorain.

Société éditrice : Éditions, théâtre et films de Caux, S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : J.P., 69150 Décines (France).

ABONNEMENTS

annuels (11 ou 12 numéros)

France : FF 90 ; Suisse : Fr.s.25. - .

Belgique : FB 630 ; Canada : \$ 17. - .

Autres pays par voie normale : FF 100 ou Fr.s.28. - . Par avion : FF 100 ou Fr.s.30. - . Prix spécial étudiants, lycéens : FF 45 ; Fr.s.16. - ; FB 315.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12-755, Genève.

Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th. de Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique : par mandat ou chèque bancaire de 5 500 francs CFA (abonnement avion) ou 5 000 francs (par voie maritime) à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 40 T, La Source, France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Tel est le cheminement.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.



CAUX, ETE 1985

Chaque été sont organisées dans le centre international de conférences du Réarmement moral, à Caux-sur-Montreux, des sessions à caractère de formation et des rencontres centrées sur un thème particulier. Elles auront lieu cet été du 13 juillet au 1^{er} septembre.

GERMES D'ESPERANCE DANS UN MONDE DECHIRE

Tel est le titre de l'ensemble des rencontres de l'été. Voici un aperçu des différentes sessions :

- 13-20 juillet **FORUM POUR LA JEUNE GENERATION.** Pour trouver l'espoir, un sens à notre vie, pour découvrir comment nos décisions personnelles peuvent influencer le monde où nous vivons et l'orienter dans la bonne direction. (Age minimum : 16 ans).
- 19-21 juillet **JOURNEES MEDICALES.** Une recherche sur les choix de vie qui peuvent guider le patient vers la guérison et le praticien vers une prise en compte de l'être dans sa totalité.
- 25 juillet – 2 août **SEMAINE DES FAMILLES.** On y traite de la famille en vivant en famille. Une exploration du style de vie unique et distinct que la famille peut insuffler au monde d'aujourd'hui et de demain.
- 3-4 août **LA POLITIQUE FAMILIALE.** Des parlementaires et des militants familiaux étudieront la façon de redonner à la famille la place qui lui est due dans les législations des pays d'Europe.
- 7-14 août **L'ASIE, LES AMERIQUES ET L'EUROPE.** Les solidarités intercontinentales pourront seules venir à bout des injustices, des inégalités et des incompréhensions qui entravent les relations internationales.
- 17-25 août **SEMAINE AFRICAINE.** Caux offre aux peuples de l'Afrique une ambiance objective et sereine où ils peuvent voir les problèmes de leur continent avec réalisme mais aussi espérance.
- 24-25 août **DIALOGUE EURO-AFRICAIN.** Cent ans après le Congrès de Berlin, qui a découpé l'Afrique au gré des caprices de l'Europe, le dialogue peut s'enrichir d'une honnêteté réciproque.
- 27 août – 1^{er} septembre **L'HOMME ET L'ECONOMIE.** Entre les problèmes sociaux lancinants et les technologies prometteuses, économistes, industriels et syndicalistes doivent faire converger leurs efforts de reconquête du travail collectif des hommes.

Toute personne désirant recevoir des informations sur telle ou telle session de Caux ou sur l'ensemble des conférences est invitée à écrire à l'une des adresses suivantes. Il recevra alors les documents lui permettant de s'inscrire aux dates de son choix.

Réarmement moral
68 Bd Flandrin, 75116 Paris

Réarmement moral
CH-1824 Caux (Suisse)

A TRAVERS CHAMPS

DU GRAIN DANS LA POUSSIERE

La télévision a multiplié cet hiver les images atroces de la famine en Ethiopie. Sans doute avez-vous vu ces avions militaires larguant en rase-mottes des sacs de grain dont certains s'éventraient en touchant le sol, et le spectacle affreux de ces foules à bout de forces se bousculant pour picorer dans la poussière le grain répandu.

Le contraste entre notre civilisation technique et une misère humaine qui nous ramène à la préhistoire arrivera-t-il à réveiller la conscience universelle et à la rendre attentive au mot d'ordre de Frank Buchman : « Si chacun aimait assez, si chacun partageait assez, n'est-il pas vrai que tout le monde aurait assez » ?

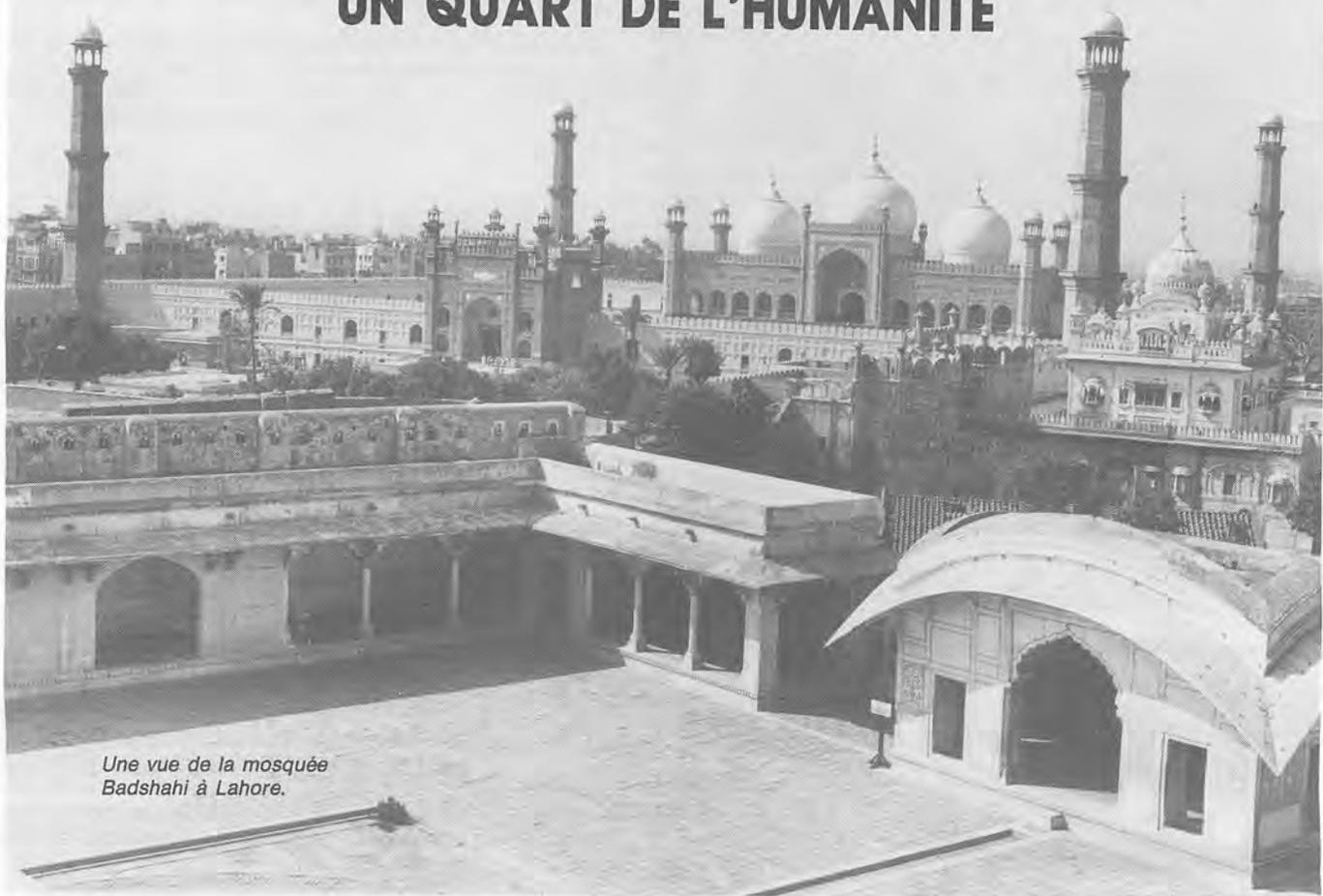
Notre espoir, c'est que les hommes d'Etat et les tout-puissants moyens de communication modernes ne se contentent plus de constater et d'exhorter, mais acceptent de s'engager eux-mêmes.

Dernièrement, un hebdomadaire agricole français qui touche un million de lecteurs leur a lancé un appel pour qu'ils adressent par son intermédiaire une contribution au travail des « Médecins sans frontières » en Ethiopie... Mais la nouveauté, c'est que le journal s'engageait à ajouter de son côté 5 % de la somme recueillie.

Si nos fameux « media » ne se contentent plus d'informer et de prêcher et se mettent à participer, vous allez voir ! Le monde entier va changer !

PHILIPPE SCHWEISGUTH

INDE, PAKISTAN, BANGLADESH, SRI LANKA UN QUART DE L'HUMANITÉ



Une vue de la mosquée Badshahi à Lahore.

Durant l'année 1985, nos écrans de télévision vont sans aucun doute continuer de nous livrer des images de ce qui se passe dans le sous-continent indien. S'il y a une partie du monde où nous pouvons nous attendre à l'imprévu, c'est bien celle-là. Pour pouvoir lire ces images, il nous faut la compréhension des événements récents et des personnalités dirigeantes en place.

L'année a commencé par les élections législatives indiennes, avec l'étonnant changement d'atmosphère qui les a accompagnées. Quand j'étais arrivée à Delhi, à la mi-novembre, le couvre-feu instauré au lendemain des terribles massacres qui avaient suivi l'assassinat de Mme Gandhi venait d'être levé. Les gens étaient comme hébétés par les événements tragiques de l'année. Quelques jours plus tard, la catastrophe de Bhopal, avec ses milliers de victimes, venait encore aggraver ce sentiment.

Pourtant, avec la nouvelle année, le pays franchissait sans problème majeur

par Charis Waddy

Diplômée de l'université d'Oxford, docteur en lettres, auteur de plusieurs ouvrages sur l'islam et le monde arabe.

l'épreuve d'une élection générale. 300 millions d'électeurs donnaient au jeune premier ministre, Rajiv Gandhi, une majorité inespérée. Malgré quelques réticences, on sentait partout renaître l'espoir. Preuve, s'il en était besoin, de l'extraordinaire capacité du peuple indien à se relever des tragédies qui s'abattent sur lui.

Il y a plus que la vaste masse indienne dans ce sous-continent. Avec ses trois voisins, le Pakistan, le Bangladesh et Sri Lanka, l'on a affaire à un bloc dont la population (866 millions en 1980) atteint presque la population

chinoise. Chacun de ces quatre pays est, à sa façon, présent sur la scène internationale. Tous ensemble, ils représentent près du quart de l'humanité, à côté de l'autre quart que constitue la Chine.

Les publications de Mère Teresa font apparaître une carte du monde au centre de laquelle se trouve le sous-continent indien, dominé au nord par l'énorme masse continentale eurasiennne (c'est-à-dire la Chine et l'Union soviétique). C'est une présentation à laquelle notre œil occidental n'est pas accoutumé. Elle fait contraste avec la projection Mercator qui place l'Europe au centre du monde, flanquée à l'Est et à l'Ouest par l'Asie et l'Amérique, les pays du « Sud » apparaissant comme de simples appendices. Une telle carte ne peut que renforcer une certaine vision du monde. D'où l'utilité de voir de temps en temps notre globe dans une autre perspective.

Février aura été un mois important pour le Pakistan, avec les élections à

l'Assemblée nationale et aux assemblées provinciales. A la différence de l'Inde, le Pakistan est un bastion de l'économie occidentale. L'argent de l'Ouest y est versé à flots parce que le pays est considéré comme un rempart contre l'expansionnisme soviétique en direction de l'Océan indien. Alors que l'Inde est la plus grande démocratie du monde, le chef de l'Etat pakistanais, le général Zia al Huq, est considéré même par ses meilleurs amis comme un dictateur. Pourtant, le programme d'islamisation du président Zia est tempéré par sa conviction que l'islam est en lui-même essentiellement démocratique, ce que l'*Economist* de Londres résume en un néologisme, la *chourocrairie* (de l'arabe *choura*, consultation). Ce concept – et la pratique qui l'accompagne – remonte aux débuts de l'islam et a souvent été un défi pour les autocrates sans jamais avoir été institutionnalisé avec succès. D'ailleurs, le général Zia n'est pas le seul dirigeant à chercher des méthodes de participation du peuple à la vie du pays différentes de celle de la politique des partis. Et ce n'est pas seulement dans le tiers-monde que l'on trouve des déçus de la politique politicienne et de ses querelles. Les élections sans partis politiques sont la cible des railleurs, mais l'on ne saurait pour autant décrier la recherche de nouveaux modes démocratiques.

Balkanisation ?

Comme le soulignait encore l'*Economist* à la veille des élections, « les amis occidentaux du Pakistan devraient être prudents avant d'exprimer leur vœu de voir se dérouler des élections « à l'indienne » dans un pays totalement différent. Il n'est pas exclu que le général Zia soit un dirigeant davantage accepté que ne le pensent la plupart des observateurs extérieurs. »¹

Le journal gouvernemental *Morning News* du 18 janvier annonçait l'abrogation de la mesure qui interdisait aux opposants, y compris aux partisans de l'ancien président Bhutto, de se présenter aux élections. Mais le quotidien *Dawn*, qui est plus indépendant, déplo-

rait de son côté que les dirigeants de l'opposition soient si peu disposés à tirer parti de cette abrogation. L'auteur de l'article ajoutait qu'il sortirait à coup sûr des urnes une assemblée élue, quoique privée de véritable mandat politique. « Dans un climat de confiance relative, concluait-il, – une confiance qui manque cruellement aujourd'hui – on peut imaginer que le gouvernement et les représentants des partis finissent par engager quand même un certain débat, pour la plus grande satisfaction de ceux qui font passer l'intérêt du pays avant les intérêts sectoriels. »

Evidemment, il faudrait pour cela des hommes désintéressés. Leur éventuelle apparition sur la scène publique, dans l'année qui vient, est de la plus grande importance.

A l'autre extrémité du sous-continent, le Bangladesh vit dans une agitation permanente, le problème le plus dangereux restant la question des rapports avec la province indienne de l'Assam, où ont afflué ces dernières années des millions de personnes venues du Bangladesh, à tel point que les Assamais craignent de se retrouver un jour minoritaires chez eux. On a peur à chaque instant que la violence ne déferle à nouveau, comme en 1983.

Au Sud, l'île de Sri Lanka fait beaucoup parler d'elle en ce moment, avec la poursuite du conflit entre l'importante minorité tamoule du nord de l'île et la majorité cingalaise au pouvoir. Les

Tamouls voudraient constituer un Etat séparé. Ailleurs dans le sous-continent, d'autres mouvements séparatistes suscitent bien des craintes de balkanisation de toute la région. Serait-ce là un des symptômes de la « crise morale » dont beaucoup disent qu'elle est à l'origine de tous ces problèmes ?

« Crise morale »

Tel était justement le titre d'un article du quotidien pakistanais *Dawn* daté du 21 janvier 1985. « De toutes les crises successives que traverse le pays, peut-on y lire, la crise morale est sans doute celle qui a le plus nui à notre intégrité territoriale et à notre cohésion nationale. Les élections de cette année vont-elles remplir notre parlement d'hommes et de femmes de caractère, dotés d'une haute conscience sociale ? Car nous souhaitons que notre démocratie se détache de l'ancrage occidental et s'amarre davantage à la conscience spirituelle de l'Orient. Mais sommes-nous à même de conférer à la démocratie la profondeur et la discipline dont elle a besoin ? Ce ne sont pas des expédients qui résoudront la crise sociale née du vide spirituel. » Et l'auteur de l'article de citer ensuite l'exemple de l'honnêteté : « Si nous cessions de mentir, aurait dit un haut fonctionnaire, la moitié de nos problèmes seraient résolus. » Alors que l'on a même nommé des « inspecteurs de prières » pour veiller à ce que les prières

Pakistanaises au travail.



1) Les faits semblent avoir donné partiellement raison à l'hebdomadaire anglais puisque 52 % des électeurs pakistanais se sont rendus aux urnes, malgré les consignes de boycottage de l'opposition. Réd.

soient bien dites cinq fois par jour, certains, comme l'ancien amiral que nous avons rencontré, estiment que c'est aux résultats qu'on jugera de la valeur de cette innovation : si, au bout de six mois, il y a moins de pots-de-vin, si le téléphone se met à fonctionner normalement, si les gens paient leurs impôts etc., alors on saura.

Des rapports nouveaux

A ces préoccupations de nature morale, face aux problèmes de la vie de tous les jours, s'ajoute une profonde aspiration, dans l'ensemble du sous-continent, de voir se résoudre les conflits opposant groupes ethniques ou religieux... Bien que musulman à 90 %, le Pakistan n'est pas à l'abri de tels problèmes. Les Pundjabis, les Sindis, les Baloutches, les Pathans, tous ont leur langue, leurs coutumes, leurs intérêts propres. Les dirigeants nationaux doivent faire face à des « héritages de haine » dont la cause remonte parfois à plusieurs siècles et que des tragédies récentes n'ont fait que renforcer. Il ne faut pas oublier que l'indépendance et la déchirure qu'elle a été pour cette région ne date que de 1947, ni que la création du Bangladesh en 1971 a été ressentie comme un véritable acte de vivisection.

En tant qu'Occidentaux, nous pouvons nous identifier à ces problèmes de haine et de malhonnêteté, car ce sont des problèmes universels. Lorsque des rapports nouveaux s'établissent chez nous, cela peut s'appliquer aux animosités présentes ailleurs. Irène Laure, la personnalité française qui a tant fait pour la réconciliation franco-allemande, s'est du reste rendue dans tous les pays du sous-continent. Partout son message de pardon a été entendu. De plus, chaque contrat signé, chaque affaire engagée peut être l'occasion de renforcer l'intégrité au lieu de généraliser encore plus des pratiques douteuses.

Devant mon poste de télévision, durant cette année 1985, je ne me contenterai pas de suivre les crises au jour le jour, mais je m'intéresserai aussi à la crise morale qui les sous-tend toutes, comme aux mesures qui guérissent les vieilles blessures, aux programmes qui permettent de former des personnalités intègres capables de faire face aux besoins de l'heure.

CHARIS WADDY

UN APPEL À TOUS LES SRILANKAIS

Deux illustrations de la brochure : Hier l'ère coloniale...

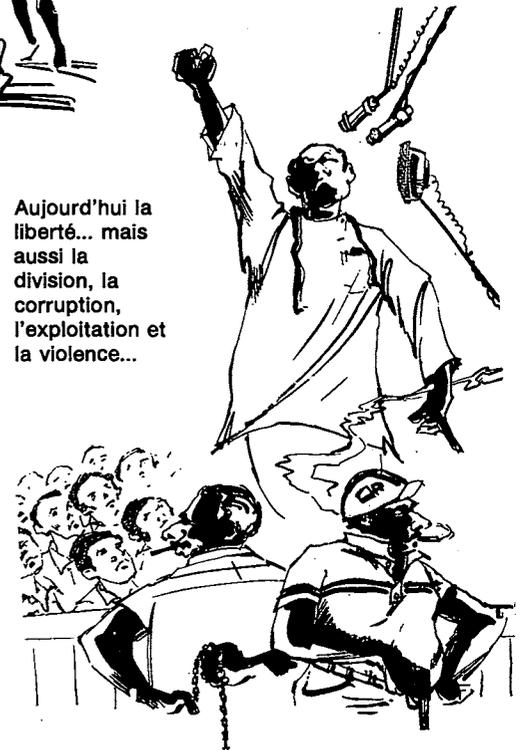


geants, l'administration, dans les familles ou au niveau de l'individu. C'est un changement du cœur, un revirement moral, qui est à l'ordre du jour pour chacun de nous. (...) Dans ces temps tumultueux où les armes parlent fort, ce livre apporte une lumière d'espoir, c'est un plaidoyer pour la paix et l'harmonie par un retour à la moralité. Il mérite d'être lu par le plus grand nombre, d'être l'objet de réflexion et de discussion, mais surtout, si possible, d'être mis en pratique. »

1) On sait en effet que de graves affrontements ont mis aux prises des éléments de la population singala (majoritaire) et de la population tamoule de l'île depuis environ un an. Réd.

« Au moment où notre pays traverse la plus grave crise de son histoire, pouvait-on lire récemment dans le quotidien srilankais *The Island*, un groupe de personnes de toutes origines se sont concertées pour publier en singala, en tamoul et en anglais un fascicule intitulé : *Sri Lanka, où vas-tu ?* »

Le journal poursuit : « Tandis que les dirigeants politiques et les forces armées s'engagent dans la recherche d'une solution aux problèmes qui nous assaillent tous¹, un devoir et une responsabilité incombent aussi au simple citoyen. Tel est le message que les amis du Réarmement moral lancent dans ce petit livre. Sous la forme de questions et de réponses simples et concises, ainsi que d'illustrations très parlantes, laissant entrevoir ce qui peut être fait, cette brochure soulève une série de problèmes qui sont ceux de toute nation, mais qui visent juste en ce qui concerne Sri Lanka. Ce message n'a rien de simpliste. Aucune panacée magique ne résoudra en effet les questions de fond. Appel est fait à l'effort soutenu de chacun, que ce soit dans les milieux diri-



Aujourd'hui la liberté... mais aussi la division, la corruption, l'exploitation et la violence...

LA MALAISIE UN PAYS COMBLÉ ET VULNÉRABLE

Malais, Chinois, Indiens, Darpaks des plaines ou des montagnes, Kadazans..., la population de la fédération de Malaisie est un kaléidoscope d'ethnies et de peuples divers qui font à la fois sa force et sa faiblesse. Or, développer un pays divisé contre soi-même conduit au désordre et à l'injustice. A l'heure où, comme d'autres pays d'Asie, la Malaisie connaît les débuts d'un essor économique important, elle doit, pour réussir, réussir d'abord son unité dans la diversité.

Déjà le régime politique du pays, dans sa forme unique au monde de monarchie constitutionnelle, reflète cette réalité : ce sont les neufs sultans traditionnels du pays qui, tous les cinq ans, désignent celui d'entre eux qui « règnera sans gouverner », selon la formule classique alliant le passé monarchique du pays autrefois soumis au système musulman du sultanat et les usages démocratiques modernes, calqués sur le modèle britannique avec deux chambres au niveau fédéral, et un premier ministre (en ce moment M. Mahatir Mohamad, chef de la coalition *Barisan Nasional*) qui est automatiquement le chef de la majorité parlementaire issue des urnes.

L'économie nationale, elle aussi très diversifiée, repose essentiellement sur l'exploitation des matières premières dont le pays est richement doté (étain, pétrole, caoutchouc, huile de palme) et sur une industrie de transformation en plein essor. De 1960 à 1980, le taux annuel de croissance a été de 4,5 % avec, en 1980, un P.N.B. moyen par habitant de 1620 dollars U.S. par an. Très dépendante des exportations, cette économie est étroitement liée à la conjoncture internationale, donc vulnérable. Ces dernières années, grâce à la diversification croissante de cette économie, le choc de la récession mondiale a pu être quelque peu amorti. Aujourd'hui, l'accent est mis sur des projets énergétiques, sur la création d'industries lourdes et sur la qualité dans les industries de transformation.

Dans cette société pluri-ethnique (54 % de Malais, 35 % de Chinois, 11 % d'Indiens), les relations raciales représentent une composante essentielle de l'avenir. Le fait que tel groupe ethnique se réserve telle catégorie d'emplois n'est pas sans créer des problèmes. Par exemple, les Malais dominent le secteur agricole, l'Administration et la politique tandis que les Chinois se spé-

cialisent dans le commerce. Il y a treize ans, le lancement d'une « nouvelle politique économique » visait à la fois à corriger ces déséquilibres et à combattre la pauvreté. Le parti au pouvoir reconnaît que, ces dernières années, ces efforts n'ont pas empêché les relations raciales – qui avaient été marquées par une période de très vives tensions et d'émeutes en 1969 – de se détériorer à nouveau. Pourquoi ? Les différences de races et de revenus ne sont pas seules responsables. Il faut aussi tenir compte d'un extrémisme religieux croissant qui pourrait bien menacer la stabilité politique du pays.

Certains pensent que la Malaisie est un état laïque. Il existe pourtant une religion officielle : l'Islam. Mais la constitution accorde aux membres des autres religions la liberté de culte. La politique actuelle d'islamisation est entrée en vigueur avec la création d'une banque islamique, d'une université nationale islamique et d'une compagnie d'assurance islamique. Le gouvernement se prépare à soumettre la fonction publique à un code éthique s'appuyant sur les valeurs – universelles – de l'is-

(Fin en page 15)



Une vue de la capitale.

Un double constat s'impose en 1985 :

– les acquis des années d'après guerre demeurent, qu'il s'agisse de la réconciliation franco-allemande ou de la construction de l'Europe ;

– mais l'élan est retombé ; si un nouvel élan n'est pas donné, les acquis risquent de s'effriter.

Parmi les dangers qui les menacent, celui auquel nous, Français, sommes le plus sensibles est bien sûr la dérive neutraliste qu'on observe en Allemagne et qui, pour rester le fait d'une minorité, n'en a pas moins gagné d'assez larges secteurs de l'opinion.

Mais des menaces existent en France aussi. Nos vieux démons protectionnistes ne sont pas morts. Ils ressurgissent dès que les difficultés leur en donnent l'occasion et pas seulement au niveau gouvernemental : les viticulteurs du Languedoc manifestent contre l'adhésion de l'Espagne au marché commun ou encore la population, traumatisée par le chômage, se cabre face aux immigrés. Il nous arrive aussi de susciter l'inquiétude de nos partenaires sur la réalité de notre volonté de mener une politique économique intégrée, voire, parfois, sur notre capacité à conduire une gestion sérieuse.

Des menaces existent au niveau de la Communauté elle-même. A mesure que celle-ci s'élargit sans s'intégrer davantage, elle devient de plus en plus lourde et impotente. L'administration bruxelloise, que ce soit par sa faute ou à cause de frontières mal tracées avec les services nationaux, a parfois acquis l'image d'une mécanique pesante et formaliste, dont on redoute de voir s'étendre les interventions.

Pour écarter les tentations nationales et échapper à l'enlèvement communautaire, un nouvel élan paraît indispensable, qui a besoin de prendre appui sur une vision assez grande.

Cette vision doit s'appliquer en premier lieu à la **construction de l'Europe par ses membres**. Sans prétendre la définir, on peut essayer de poser quelques jalons.

Un premier effort pourrait consister à dépasser les plans juridiques et techniques. Les débats de Bruxelles sont souvent posés en termes trop exclusivement techniques, ou alors en termes d'intérêts nationaux et catégoriels à concilier. Il y manque ce qui pourrait frapper l'imagination collective des peuples qui composent l'Europe, c'est à dire l'essentiel. On y parle trop des structures et des procédures, trop peu des choix politiques et des valeurs professées.

Un changement d'optique sur ce point devrait assez naturellement conduire à se montrer ambitieux. Les obstacles et les délais à franchir seront vraisemblablement moindres pour accomplir de grands pas que de petits pas. Si la communauté manifeste qu'elle entend avancer résolument, ceux qui voudraient freiner le mouvement la prendront plus au sérieux et ceux qui souhaitent progresser seront plus motivés.

Une troisième orientation consisterait à remettre à leur juste place les valeurs nationales. Il ne s'agit pas de les ignorer ni de les rabaisser, pour laisser aux nationalistes le monopole du patriotisme. Il s'agit seulement de leur refuser la première place.

Les valeurs premières sont d'ordre moral et elles peuvent être tout aussi mobilisatrices. Il est banal, bien que fondamental, d'évoquer l'aspiration à une société de liberté et de justice, une société harmonieuse favorisant l'épanouissement des hommes. Il l'est peut-être un peu moins d'exprimer la même idée en se référant à une organisation sociale où la société civile ne soit pas asservie à un pouvoir hégémonique, pour

QUELLE VISION

par Dan

Lors de la rencontre de Rastatt, en février dernier (voir *Changer* N° 161, mars 1985) les participants se sont interrogés sur le rôle de l'Europe, et du couple franco-allemand en son cœur, vis-à-vis du reste du monde.

reprendre les termes d'Yves Cannac dans son livre *Le juste pouvoir*. Dans une telle perspective, la construction de l'Europe devient inséparable du combat pour le respect des droits de l'homme. Dans cette même perspective la valeur suprême de la vie ne saurait être la survie, ce qui offre un commencement de réponse à ceux qui cherchent aujourd'hui une issue à leur angoisse dans un certain pacifisme.

Cette remise en place des valeurs devrait du même coup prévenir certaines erreurs dans la vision des **relations de l'Europe avec le monde**.

Le danger à éviter est ici celui de refabriquer une nationalisme fermé à l'échelle du marché commun. Il importe au contraire de rester attentif à des solidarités plus larges, qui prennent d'ailleurs des formes différentes avec les diverses parties du monde. Pour schématiser l'analyse on invitera à se garder d'un nationalisme jaloux vis-à-vis des Etats-Unis, d'un nationalisme frileux vis-à-vis des pays de l'Est, d'un nationalisme indifférent vis-à-vis des pays du Sud.

Si le gouvernement français s'est tant opposé aux structures supra-nationales, c'est par la crainte qu'une majorité de membres de la CEE ne fasse de l'Europe un satellite des Etats-Unis. Il n'a pas eu assez de foi pour croire que l'unification économique et la mise en place d'institutions communes créeraient la base de l'indépendance de l'Europe. Il ne s'agit pas d'être naïf et d'accepter une situation de vassal mais bien d'être un partenaire majeur. Mais ce serait être naïf que de refuser ce partenariat. Ce serait méconnaître l'indivisibilité de la sécurité occidentale. Ce serait oublier la communauté de culture et de civilisation entre l'Europe et l'Amérique, reposant sur une même conception de l'homme et un refus de l'oppression. Il est à cet égard impossible de renvoyer simplement dos à dos les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Mais envers les pays de l'Est aussi il faut se garder d'un nationalisme replié sur lui-même. L'Europe de l'Est est une partie de l'Europe, une partie aujourd'hui captive. Il ne s'agit pas de prendre les armes pour la délivrer, mais bien de ne pas accepter la fiction que ces pays ont librement choisi leur régime, ni le fait qu'ils se voient durablement refuser l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La coupure avec l'Allemagne de l'Est, en particulier, reste une blessure ouverte pour les habitants de la République fédérale. Ceux-ci ont le sentiment que la Communauté européenne en général, la France en particulier, ne font rien pour

POUR L'EUROPE ?

I Dommel

L'intervention de M. Daniel Dommel, haut fonctionnaire français, développe les points principaux de cette interrogation et suggère des commencements de réponse. Nous en reproduisons ci-dessous le texte complet.

Il y a remède et même que beaucoup de Français redoutent plutôt la réunification, qui donnerait plus de poids à l'Allemagne. Certains d'entre eux sont alors tentés de penser que la RFA doit essayer de trouver seule un arrangement avec l'URSS et, comme par ailleurs l'Europe avance cahin-caha, la construction européenne passe au second plan et la tentation neutraliste prend consistance. Il serait peut-être bon de rendre nos compatriotes français plus conscients du caractère inacceptable de cette coupure aux yeux des Allemands, aussi inadmissible que le serait pour nous une ligne de démarcation divisant encore la France en 1985 ; et peut-être aussi sans attendre l'heure d'une hypothétique réunification, d'être aux côtés de l'Allemagne de l'Ouest pour s'attacher obstinément à ce que la frontière RFA-RDA en vienne à ressembler un peu plus à la frontière entre la RFA et l'Autriche ou la Suisse.

Vis-à-vis du Tiers-Monde, on ne saurait taxer la CEE d'indifférence. L'Europe institutionnelle a été attentive aux problèmes des pays du Sud, au moins d'une partie d'entre eux. Les accords de Lomé ont eu des résultats et ont été deux fois renouvelés. Les accomplissements concrets sont cependant restés en deçà des besoins et des espérances. C'était peut-être inévitable. C'est au moins une raison pour ne pas relâcher l'effort. De surcroît, privée de cette dimension, réduite à un syndicat de défense d'intérêts économiques et militaires, l'Europe perdrait l'attrait qu'elle peut exercer sur une partie de la jeunesse.

En somme, de quelque côté qu'on se tourne, il convient de veiller à ce que notre allégeance à l'Europe n'efface pas le sens de notre appartenance à la famille humaine.

Par quels moyens, par quelles méthodes, essayer d'amener une vision renouvelée de l'Europe à prendre corps ? Il n'est pas inutile de revenir de temps à autre aux sources des pères fondateurs, pour retrouver comment, au départ, l'idée de l'Europe a pris naissance. Les mémoires de Jean Monnet donnent ici quelques fils conducteurs sur les bonnes méthodes de négociation et d'action.

Dans la négociation, « mettons-nous d'accord sur l'objectif, nous dit-il, et négocions ensuite... Ce qui était un paradoxe pour les diplomates nous paraissait dans l'ordre de la logique. Un règlement d'ensemble a peu de chances de sortir d'un marchandage de détails. En revanche les détails s'organisent et les problèmes se règlent plus facilement quand on les exa-

mine dans le cadre d'un accord général » (p. 532). Il écrit encore : « J'ai toujours pensé que la construction de l'Europe ne se ferait pas par des compromis intergouvernementaux : ces soi-disant échanges de bons procédés n'ont jamais de fin et ne satisfont personne. La recherche de l'intérêt commun n'exclut pas, au contraire, que chacun tienne compte de la position de l'autre, mais elle ne doit pas emprunter la voie du marchandage. Nous nous attachions à notre méthode qui consiste à déterminer d'abord ce qui est bon pour l'ensemble des pays réunis dans la Communauté et à mesurer ensuite l'effort que tel ou tel aura à faire en particulier, sans rechercher, comme dans le passé, de vaines équivalences ponctuelles » (p. 510). On imagine mal que Monnet ait pu souscrire à des théories comme celle du « juste retour » – à savoir que chaque pays retrouve en prestations autant qu'il apporte en contributions – ce qui est une négation de la communauté.

Encore faut-il, pour que les objectifs fixés dans la négociation ne restent pas lettre morte, que l'action ne soit pas défailante. Sur ce plan, Monnet ne réclame rien de moins qu'un changement d'état d'esprit traduit par des actes concrets : « Il faut changer le cours des événements. Pour cela il faut changer l'esprit des hommes. Des paroles n'y suffisent pas. Seule une action immédiate portant sur un point essentiel peut changer l'état statique actuel. Il faut une action profonde, réelle, immédiate et dramatique qui change les choses et fasse entrer dans la réalité les espoirs auxquels les peuples sont sur le point de ne plus croire » (p. 344). Quelques pages plus loin, il ajoute : « L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait » (p. 355).

Il est certainement bon d'énoncer quelques grands objectifs audacieux, simples et frappants, qui servent de phare, tels que celui d'une monnaie commune. Mais il y a lieu de ne pas négliger pour autant des objectifs plus immédiats, à la fois significatifs et accessibles, en choisissant, par priorité, ceux qui exigent le moins de réformes institutionnelles préalables et ceux qui déterminent le plus de changements d'attitude dans les instances communautaires et nationales et dans les populations elles-mêmes.

Avoir une vision assez grande des objectifs, assez claire des cheminements, est fort utile pour nous rendre capables de contribuer à l'édification de l'Europe. Ce n'est pas encore suffisant. A quoi servirait-il aux Français d'avoir sur l'Europe les idées les plus justes s'ils restaient empêtrés dans leurs querelles domestiques ? Seule une France en bonne santé, offrant le spectacle d'une société digne de celle qu'elle proposera à ses partenaires européens, peut espérer avoir une force de conviction et un pouvoir d'entraînement.

A un moment où la vie publique française semble se focaliser sur l'unique enjeu de la reconquête ou de la conservation du pouvoir, où tous les problèmes ne sont considérés qu'à travers leur incidence sur cet enjeu, où le débat tourne vite à l'invective, il importe plus que jamais de sauvegarder la tenue du dialogue politique et de ne pas laisser l'âpreté des revendications ou des oppositions porter atteinte à ce qui doit rester notre bien commun le plus précieux : un régime de liberté d'expression, de respect mutuel, de décision démocratique, de pouvoirs répartis, de contraintes limitées à ce qu'impose la protection des plus faibles et une vie collective paisible. C'est un bien rare et fragile. Nous n'en jouirons durablement que si nous en faisons une priorité constante. Nous ne le partagerons avec d'autres que si nous le possédons nous-mêmes.

« RENOUVELER LA FACE DE LA TERRE »

*Réarmement moral
et engagement chrétien*

par Michel Sentis



Depuis trente-cinq ans, j'ai été constamment amené à réfléchir où se situaient dans ma vie mon engagement de catholique militant et mon engagement dans le travail mondial du Réarmement moral. Par exemple, au nom de l'un j'assure la catéchèse des enfants d'un lycée parisien, au nom de l'autre je participe à de nombreuses rencontres internationales. Ces activités, bien que fort différentes, s'inscrivent dans un même dessein. Les quelques réflexions livrées ici ne veulent que l'esquisser.

Pendant les dix-huit premiers siècles de notre ère, les chrétiens, vivant dans une société apparemment immobile, n'avaient peut-être compris qu'une partie du message laissé par Jésus. Ils y avaient vu une lumière capable de guider leurs cheminements individuels à travers leur vie terrestre. Le fait que l'Évangile éclairait aussi le cheminement de l'humanité toute entière dans son progrès à travers les siècles était fort mal perçu parce que peu d'hommes avaient conscience que l'humanité était en mouvement.

Il faut se rappeler que les cinq premiers siècles, les plus formateurs dans la conscience ecclésiale, furent caractérisés non pas par un progrès mais par une considérable régression de l'ordre social. Cassiodore et Saint-Benoît, deux contemporains, furent mûs, sans doute plus par un désir de « préserver » que par celui de « renouveler ».

Il n'est pas étonnant par la suite que l'Église, gardienne de la morale et de la spiritualité de l'individu, soit devenue dans les siècles qui suivirent la garante de l'ordre social. La renaissance se fit avec l'appui des papes, au scandale des Réformateurs.

Les grandes idées des Encyclopédistes du XVIII^e siècle, d'Adam Smith à Condorcet, puis les secousses de la Révolution française, du développement

du marxisme, de la révolution industrielle, etc. ébranlèrent l'ordre social en l'absence de l'Église ou même contre l'Église.

Les communautés ecclésiales furent lentes à discerner les signes des temps. Il fallut certains pionniers pour aider celles-ci à les comprendre. L'avènement de Léon XIII en 1878 peut être regardé comme l'événement-rupture par lequel l'Église romaine manifesta son désir d'apporter sa lumière dans l'évolution de la société. Cette même année, naissait en Pennsylvanie Frank Buchman, qui allait devenir un de ces pionniers.

Après le « E pur, si muove ! » de Ga-

lilée, c'était le « Rerum novarum » de Léon XIII : le monde bougeait.

Le mérite de Buchman est d'avoir exprimé avec limpidité le lien entre l'itinéraire de salut de l'individu et l'itinéraire de salut de l'humanité : « Quand l'homme change, le monde change. » Face au marxisme et au libéralisme qui entendent changer le monde par référence à des doctrines, Buchman rappelle que le monde se rapproche de Dieu quand l'homme se rapproche de Dieu. Les mêmes critères s'appliquent dans la vie de la société et dans la vie de l'individu.

Dans cette transformation du monde, le laïc, par sa profession et ses responsabilités, devient le premier agent porteur du message évangélique, alors que jusque-là il restait derrière le prêtre ou le pasteur, longuement préparés à le guider dans sa marche vers le salut. C'est le laïc qui, vivant ce message dans sa vie professionnelle, fait évoluer la société dans le sens de l'Évangile. Le grand mouvement lancé par Buchman a besoin d'être replacé dans la perspective de ce que la papauté a appelé « l'apostolat des laïcs ». Créer la paix, établir la justice sociale, faire respecter

UN ARTICLE DANS LA « REVUE DES DEUX MONDES »

Le numéro de février 1985 de la *Revue des deux Mondes* publie, sous la plume d'Olivier Giscard d'Estaing, un texte de quatre pages sur le Réarmement moral et le centre de conférences de Caux.

« L'espoir dans un monde sous tensions, telle est l'impression profonde qui se dégage des séminaires internationaux de Caux, écrit l'auteur. L'espoir, car les problèmes de notre époque – racisme, chômage, affrontements régionaux, conflits de toute nature – ne peuvent trouver de solution que par des changements d'attitude. Les réponses résident dans la recherche objective de la vérité et du compromis qui tient compte des opinions et des sentiments conflictuels, dictée par l'amour et par le désintéressement.

« Or ces ressorts existent au fond du cœur et de l'esprit de tout être. La tâche consiste à le révéler à chacun et à transformer ses aspirations, enfoncées sous l'égoïsme ou l'aveuglement, en forces vives créatrices d'apaisement. »

M. Giscard d'Estaing donne ensuite un bref historique du Réarmement moral, en évoquant en particulier la figure de son fondateur Frank Buchman, et l'expérience

personnelle de changement qui l'a conduit à lancer un mouvement mondial. Puis il cite un certain nombre des personnalités qui se sont exprimés ces dernières années lors des rencontres de Caux (Le Dalai-lama, le cardinal König, des industriels japonais et occidentaux etc.).

« Le réarmement moral réussit, écrit-il en conclusion, sans s'enfermer dans des chapelles confessionnelles et religieuses, à proposer à chacun de se remettre en question, à la lumière de sa propre culture spirituelle.

« Certes, les qualités requises de désintéressement, de pureté, d'amour et d'honnêteté *absolus*, qui sont les quatre piliers du réarmement moral, présentent une exigence que beaucoup qualifieront d'inaccessible (...).

« Le grand rêve humain de changer le monde par la compréhension, l'entraide, l'amour, n'est pas une utopie morte. Il peut devenir l'objet d'une réflexion et d'une action collective. Il doit s'appliquer aux réalités contemporaines. Il est indispensable que ce message rayonne toujours davantage pour atteindre, notamment grâce à nos moyens fabuleux de communication mondiale, tous les acteurs des drames contemporains. »

les droits de l'homme... sont devenus des tâches d'Eglise. Tant qu'ils n'avaient pas conscience d'avoir à conduire l'humanité vers la paix, les dirigeants religieux ont pu se faire entre eux une guerre parfois meurtrière pour assurer le salut de leurs membres. Si aujourd'hui il s'exerce sur les Eglises une telle pression pour qu'elles se rapprochent entre elles et lèvent les barrières qui les séparent, c'est parce que les laïcs de toutes dénominations sentent obscurément que de grandes tâches les unissent.

Le Réarmement moral n'est pas une église au milieu des églises – encore moins une « super église ». Comme d'autres mouvements, il offre un terrain qui permet à tous ces hommes de bonne volonté, d'où qu'ils viennent, de travailler ensemble à l'avènement de ce monde plus proche du dessein divin. Sa spécificité est peut-être sa dimension mondiale.

C'est sur ce terrain-là que s'édifie l'Eglise qui les rassemblera. Dieu seul en est l'architecte.

Dieu nous a placés au sein d'une

communauté ecclésiale. C'est avec elle et par elle que nous sommes appelés, tout au moins dans notre vision chrétienne de l'homme, à avancer sur le chemin qui conduit à Lui. Mais c'est avec des hommes du monde entier – appartenant parfois à d'autres confessions religieuses – que nous sommes appelés à faire avancer l'humanité. Quand, au nom du même Dieu, nous poursuivons le même objectif, c'est Lui qui nous rassemble et fait naître au milieu de nous cette Eglise universelle qui dépasse notre compréhension humaine.

LE REAR... QUOI ?

Un clin d'œil et une invite

par Jean-Jacques Odier

« Quelle est votre profession ? » Question banale, et pourtant j'ai appris à me méfier avant de répondre. Car si je dis que je consacre l'essentiel de mon temps au Réarmement moral, je vois aussitôt se plisser légèrement l'œil de mon interlocuteur et l'expression de son visage tourner à la consternation, sinon à l'angoisse. « Le Réar... quoi ? » me lance-t-il effarouché.

Que faire ? Fuir ? M'insurger ? Ou sourire béatement pour désarçonner la gêne de mon vis-à-vis (ou la mienne) ? Hélas, il ne me reste en général qu'à articuler à nouveau ces syllabes apparemment si déroutantes Ré-ar-me-ment-mo-ral, lentement, sous peine de voir l'autre comprendre « rarement moral », ce qui nous fourvoierait résolument, ou même « réornement mural », comme cela figura un jour sur la facture d'un peintre en bâtiment dont l'inattention – ou la déformation professionnelle – avait quelque chose de touchant.

Ne désarmons pas et reprenons le fil de notre propos.

Réarmement moral : il semble que les oreilles françaises – du moins certaines oreilles particulièrement sensibles – éprouvent quelque picotement à l'audition de ces mots. On a beau expliquer que Frank Buchman, en 1938, en pleine escalade militaire, a voulu clamer par cette expression que si les armements pouvaient, au mieux, gagner la guerre, il fallait d'autres armes pour gagner la

paix. On a beau dire que Buchman n'avait pas voulu baptiser ainsi son œuvre, mais plutôt suggérer à ceux qui le suivaient un programme d'action – l'heure étant venue, à ses yeux, d'un « réarmement moral et spirituel des peuples » – rien n'y fait.

Il est vrai que R.M.S.D.P. se fût mieux fondu dans le cortège des sigles contemporains. Ou alors quel autre titre pourrait-on bien imaginer ? « Frères des Hommes ? » Déjà pris. Dommage. « Changer ? » Pas mal. Mais adaptez-le en anglais et vous vous croirez au Stock Exchange.

Réarmement moral. Ces mots vous rebutent donc ? On n'a pas fait exprès, soyez rassurés ! Il est vrai qu'aujourd'hui, et non sans raison, on n'aime pas le langage militaire. L'escalade des armes, omniprésente, nous ronge intérieurement et on aspire contre tout réalisme, du moins dans l'immédiat, à ce havre de paix que serait un monde débarrassé de cette malédiction. Mais rappelons-nous que les métaphores martiales procèdent d'une longue tradition biblique que le Nouveau Testament n'a pas démentie, puisque saint Paul nous exhorte à maintes reprises à prendre « toutes les armes de Dieu » que sont la vérité, la foi, l'Esprit et le zèle que donne l'Evangile de paix.

A notre époque où l'on se sent littéralement agressé de toutes parts, à commencer par le rythme même de la

vie, mais aussi par la publicité, la concurrence, le poids des médias et toutes les tentations qu'on nous sert toutes prêtes, affriolantes et faciles, il s'agit pour tout quidam d'être rudement bien armé de l'intérieur dès qu'il s'avise de risquer un œil au-dehors.

Frank Buchman a proposé à ses contemporains, et à nous par ricochet, de donner comme cible à nos comportements des critères absolus : honnêteté, pureté, désintéressement et amour. Si nous ne voyons là qu'une protection frioleuse contre les turpitudes du présent, nous ne changerons rien au monde ambiant. Si nous y voyons au contraire des armes offensives à notre disposition, nous avons peut-être une chance de percer les blindages égoïstes qui ankylosent nos sociétés.

« Oui, me direz-vous, mais vous contournez habilement le problème. Vous n'avez pas, dans vos explications, utilisé le mot « moral » ! C'est là que le bât blesse. » Moral, un mot très mal vu, à ce qu'on dit. Pas branché du tout.

Curieux phénomène : plus on tire dessus, plus il ressurgit ailleurs. Le mot « moral » résiste à tous les assauts, à tous les vaccins. Il est comme ces racines de peupliers qui font craquer cimENTS et goudrons alors qu'on croit les avoir murées à tout jamais. Et l'on continue, de génération en génération, à s'attendre qu'il régisse le comportement... des autres.

Ascèse ou filtre

Un ami m'a dit il y a quelque temps : « Pour moi, cette expression « réarmement moral » est comme une ascèse.

(Fin page 14)

Australie : bilan d'une tournée

Dresser le bilan d'une tournée de 16 000 km à travers l'Australie (voir *Changer* N° 158 : Mission-caravane dans les steppes australiennes) et arrêter les projets d'avenir, tel fut le prétexte d'une rencontre qui s'est déroulée en janvier, durant l'été austral, à Wellington, en Australie du sud. Tout en réservant du temps à la détente (de nombreux jeunes et enfants étaient venus avec leurs parents), les 110 participants, à ce qu'ils ont eux-mêmes appelé avec humour une « campférence », ont étudié ensemble la façon d'améliorer la qualité des rapports au sein de la famille et au-delà, de même que la qualité de leur vie dans la foi.

Des témoignages de réconciliation (entre deux pasteurs rivaux, entre un professeur et son collègue) ont donné le ton... et l'exemple. Ainsi l'on entendit un horticulteur annoncer qu'il allait rembourser à la réserve aborigène voisine le bois qu'il avait volé par remorques entières et un autre homme s'engager à payer les dégâts qu'il avait causés à la mairie de sa commune un soir de beuverie !

« L'Australie ne sera peut-être jamais une grande puissance militaire, mais pourrait devenir un agent de guérison dans le monde. » Cette formule d'un pasteur aborigène résume bien les orientations qui furent celles de cette rencontre.

Washington : « Faire la différence »

« Faire la différence. » Tel sera le thème d'une conférence internationale du Réarmement moral, la première de cette envergure depuis plusieurs années, qui doit se tenir du 15 au 23 juin prochain à Washington.

L'initiative en revient à des citoyens américains d'origines sociales et ethniques très diverses, mais tous animés d'une conviction commune : « C'est en chacun que se trouve l'élément porteur d'unité pour notre société. »

La rencontre se déroulera sur le campus de la célèbre Université Georgetown, située dans le vieux Washington, à moins de deux kilomètres de la Maison Blanche. Déjà inscrits au programme : des représentations de la pièce de théâtre *Clashpoint*, qui met en scène

les conflits intercommunautaires en Grande-Bretagne, ainsi que des échanges sur des sujets d'actualité, comme les relations interaméricaines (on attend des représentants des pays d'Amérique centrale), la diplomatie parallèle, les rapports sociaux dans l'industrie, etc.

Dans une île galloise

Dans l'île d'Anglesey, au nord du Pays de Galles, de nombreux jeunes ont pu voir en langue gaélique la pièce d'Alan Thornhill *Return trip*, qui évoque le combat intérieur d'un jeune drogué guéri, puis assailli à nouveau par ses vieux démons. Cette représentation avait lieu à l'invitation du responsable de l'association groupant les quarante clubs de jeunes de l'île. « Cette pièce peut nous aider à triompher de notre manque de vigilance vis-à-vis du problème de la drogue », pouvait-on lire dans un journal local au lendemain de la représentation. D'autre part, le service gallois de la santé a enregistré la pièce sur vidéo pour pouvoir la diffuser dans les écoles.

40 ans après, la liberté

Au début du mois de février, un groupe d'une centaine de Hollandais a consacré une fin de semaine à étudier la question : « A quoi nous sert la liberté ? » Ils tenaient en effet à ce qu'en cette année 1985 le quarantième anniversaire de la fin de la guerre ne soit pas une simple commémoration, mais aide les gens à se tourner vers l'avenir. Ils avaient eu la bonne idée d'inviter aussi quelques Allemands. L'un d'entre eux leur raconta comment, en 1945, il avait été libéré, en se mettant à l'écoute de sa voix intérieure, du sentiment de culpabilité qui l'oppressait.

Pour l'une des participantes, le bon usage de la liberté exige que l'on soit responsable et que l'on respecte des valeurs morales. Pour tous, il s'agissait de trouver la maturité et la force morale qui permettent à l'individu de guérir les divisions entre hommes et de faire en sorte que le pardon devienne un facteur dans les rapports internationaux.

Brésil : appel aux citoyens

Depuis un an, l'action menée en Amérique latine se poursuit à un rythme accéléré. Au cours de ces quatre derniers mois, des équipes du Réarmement moral se sont rendues dans neuf pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.

A Sao Paulo, au Brésil, a eu lieu, lors d'une grande réunion publique, le lancement d'un manifeste signé par des femmes à la veille du retour de ce pays à la vie démocratique. Les signataires y font un appel aux dirigeants comme aux simples citoyens à faire de leur pays une nation libre de la peur, de la rancœur, de l'égoïsme et de l'injustice, une nation où chacun apprenne à soumettre sa volonté à celle de Dieu. Ce manifeste a paru dans plusieurs journaux et les nombreuses lettres reçues par ses auteurs montrent que les Brésiliens sont assoiffés d'espoir et désireux d'apporter leur pierre à la solution des problèmes gigantesques auxquels est affronté leur pays dans cette phase décisive de son histoire.

Nous donnerons dans notre prochain numéro les nouvelles d'une rencontre qui se déroule en Uruguay au moment où nous écrivons ces lignes, c'est-à-dire quelques jours après l'installation à la tête de l'Etat du premier président élu démocratiquement après onze années de régime militaire.

L'université Georgetown à Washington, au bord du fleuve Potomac.



LE CHEMINEMENT D'UN SYNDICALISTE DU QUÉBEC

Il est bien connu que nous détenons au Québec depuis les années soixante le triste record des grèves et des fermetures d'usines. Alors que les prochaines grandes négociations collectives du secteur public et para-public approchent, une certaine nervosité se fait sentir. On essaie donc fébrilement de moderniser et de rendre plus opérable le code du travail et de trouver de nouveaux mécanismes. Même les partis politiques songent à faire des négociations patronales-ouvrières un des thèmes importants de l'élection prévue pour cette année.

L'entrevue qui suit avec M. Angelo Forte et son épouse Marie-Paule, de Montréal, nous aidera à découvrir l'homme derrière la fonction de syndicaliste.

L.G.

Laurent Gagnon : M. Forte, vous avez un nom italien. Parlez-nous de vos racines.

Angelo Forte : Issu d'une famille de neuf enfants, je suis né à Montréal d'une mère canadienne-française et d'un père italien. La famille de mon père, alors qu'il avait sept ans, émigra au Brésil, pays qu'il quitta à l'âge de vingt ans

pour s'établir au Canada. Contrairement à mon père, cheminot de profession, qui ne fréquentait l'église qu'à de rares occasions, ma mère était une catholique fervente qui nous communiqua à tous sa grande foi. Un de mes frères est aujourd'hui Père rédemptoriste, ce qui influença grandement mon père. Celui-ci, durant les dernières années de sa vie, revint à la pratique religieuse.

L.G. : Comment cela a-t-il influencé votre propre cheminement ?

A.F. : Voilà : j'ai toujours été en accord avec la croyance en Dieu et les valeurs inspirées par l'Évangile, telles que le respect des autres et de la vie, la liberté, la tolérance, le partage dans la paix et l'amour sans distinction de race, de langue ou d'idéologie. Ce qui ne veut pas dire qu'elles sont pour moi faciles à pratiquer. Bien au contraire, j'ai mon orgueil et mes emportements ; ma femme et mes enfants en savent quelque chose.

C'est pourquoi, lorsque j'ai rencontré le Réarmement moral en 1943, je n'ai pu m'empêcher, malgré les préjugés entendus, de souscrire à ces convictions et d'y trouver un autre moyen de poursuivre mon chemin. N'est-ce pas l'évidence même, comme le préconise le

Réarmement moral, que les changements souhaités par tous dans les gouvernements, les usines, les familles, commencent par la personne si celle-ci accepte de vivre en harmonie avec la voix de sa conscience ? J'ai connu au sein de ce groupement des personnes inspirées, généreuses et sincères qui m'ont affermi dans ma foi chrétienne aux étapes importantes de ma vie. D'abord dans notre vie de couple, ma femme et moi, unis par le mariage depuis quarante ans, avons appris à vivre en amitié avec nos six enfants, leurs épouses, enfants et amis.

L.G. : Témoignage de poids, en effet, lorsqu'on songe aux nombreuses déchirures au sein des familles et aux remises en question sur le plan de la foi et des valeurs morales. Mais dites-moi, M. Forte, comment êtes-vous devenu responsable syndical ?

A.F. : J'ai dû trimer dur. N'oublions pas que les années trente ont été très pénibles. Ainsi, le chômage a souvent placé notre famille dans des difficultés telles qu'il nous a fallu abandonner les études très tôt. Dès l'âge de dix ans et jusqu'à dix-sept ans, durant toutes les vacances scolaires, j'ai travaillé d'abord dans des exploitations agricoles puis au port de Montréal comme porteur d'eau et pelleteur de charbon. Par la suite, il a fallu abandonner l'école pour continuer à travailler au port de Montréal comme manutentionnaire de charbon, puis préposé à la ventilation du charbon bitumineux. Durant ces dix années, j'ai suivi des cours par correspondance, ou le soir, en électricité théorique, en comptabilité et en sciences sociales, politiques et économiques. L'université de Montréal m'a décerné une licence en ces matières.

Puis, dans ma vie active avec la CTCC (Confédération des travailleurs catholiques du Canada) et la CSN (Confédération des syndicats nationaux) de 1940 à 1963 à titre de représentant syndical, organisateur, négociateur, conseiller technique, je crois pouvoir dire que toutes les décisions importantes que j'ai eu à prendre ont été soumises au crible des valeurs déjà mentionnées. Même interrogatoire à ma conscience lorsqu'après avoir quitté la CTCC-CSN je suis devenu fonctionnaire fédéral, en particulier au Ministère de la main d'œuvre et de l'immigration durant quatorze ans. Cette façon de voir les choses n'est pas à l'abri d'erreurs, de doutes, de fai-



M. et Mme Forte - « Unis par le mariage depuis quarante ans, nous avons appris à vivre en amitié avec nos six enfants, leurs conjoints, leurs enfants et leurs amis. »

blessés ; elle aide à mieux se retrouver, à se tenir debout pour ne pas succomber à n'importe qui ou n'importe quoi.

Au cours de ces années, j'ai pu vérifier comment, suite à l'inspiration du Réarmement moral, des situations de conflit sont devenues des occasions de réconciliation.

L.G. : Un exemple ?

A.F. : Oui, voici un fait parmi d'autres : dans un secteur industriel du vêtement, une grève qui touchait environ 400 personnes regroupées dans cinq usines au Québec sévissait depuis trois semaines. Le fonds de grève de la CTCC-CSN, alimenté par 150 000 travailleurs, permettait de tenir le coup longtemps. Quoi faire ? Attendre que les employeurs soient davantage en difficulté et prennent l'initiative de téléphoner ? Après réflexion, je mets mon orgueil de côté et je communique avec le représentant des employeurs pour lui dire que nous n'avions aucune intention de lui nuire et que rien n'empêchait une entente négociée de bonne foi dans les deux sens. Les employeurs mettent également leur orgueil de côté et en quelques jours le conflit est réglé à la satisfaction des parties et pour le plus grand bien des travailleurs ; car si la grève avait duré trois semaines de plus, elle aurait été perdue pour eux suite à une baisse imprévue de la demande qui dura quelques mois.

L.G. : S'il fallait résumer en quelques mots votre conviction pour le Canada et le Québec, que diriez-vous ?

A.F. : Au Canada et au Québec, le poids de nos divisions internes et de notre indifférence envers les autres nous amène à vivre repus et insatisfaits malgré nos richesses incontestables.

D'après un rapport de la Gendarmerie Royale du Canada, 9,65 milliards de dollars de drogues illicites se sont retrouvés sur le marché canadien en 1983 (*La Presse*, 19 décembre 1984). Face à la faim dans le monde, comment ne pas parler de scandale inacceptable ?

Puissent les hommes et les idées du Réarmement moral nous inspirer à nous ouvrir au partage de notre temps, de nos libertés et de nos richesses avec les chômeurs et les autres en besoin.

L.G. : En poursuivant ce dialogue, nous découvrirons sans doute beaucoup d'autres expériences. Mais votre épouse peut nous faire goûter à d'autres aspects

de votre engagement. Mme Forte, vous êtes aussi née à Montréal ; comment avez-vous vécu ces années depuis votre mariage ?

M.-P. F. : Ayant eu le privilège de ne pas être obligée de travailler à l'extérieur depuis mon mariage, j'ai pu être à la maison pour élever nos six enfants. Il faut dire que c'est une tâche à plein temps et qu'il y a des périodes où j'ai trouvé cela difficile, particulièrement pendant les années où Angelo était permanent syndical. J'avais alors beaucoup sur les épaules. Mais le temps passe vite et les enfants ont grandi ; lorsque les deux derniers ont eu douze et treize ans, je me suis inscrite à des cours en animation familiale et sociale qui m'ont qualifiée pour un diplôme d'études collégiales. Ensuite j'ai fait un cours d'un an pour devenir bénévole qualifiée au service des jeunes en difficulté. Depuis six ans, je passe quelques heures, une fois par semaine, dans une institution pour filles de douze à dix-huit ans. Ces jeunes que l'on dit délinquantes sont issues de foyers désunis ou inaptes. Le bénévole ne prend pas la place des éducateurs, mais permet plutôt une activité de détente ou de réinsertion sociale. Puisque ce cours est en constante évolution, on m'a suggéré de faire une nouvelle année de formation et heureusement Angelo a l'occasion cette fois-

ci de poursuivre la même démarche, ce qui nous permet d'avoir des intérêts et un langage communs.

L.G. : Vous êtes donc vous aussi très impliquée dans la communauté. Pouvez-vous nous dire quelques mots sur vos activités avec le Réarmement moral à Montréal ?

M.-P. F. : Depuis trois ans je m'occupe avec plaisir de l'administration et de la diffusion de la revue *Changer* au Canada. Maintenant qu'Angelo est à la retraite, nous pouvons consacrer plus de temps à l'engagement si nécessaire de collaborer à la transformation de la société. Nous nous réunissons toutes les deux semaines pour faire équipe et pour nous engager dans des actions ici et dans des villes environnantes. Ceci nous tient beaucoup à cœur car nous désirons contribuer à bâtir une équipe vivante et inspirante. Nous sommes encouragés par la collaboration obtenue. Parmi les coéquipiers se retrouvent des chefs d'entreprise, des syndicalistes, des enseignants, des travailleurs et des jeunes.

Puisque le Réarmement moral nous a beaucoup apporté, nous souhaitons ardemment, avec cette équipe, que d'autres en profitent aussi et qu'une relève dynamique assure la continuité pour le plus grand bien de notre société.

Propos recueillis par
LAURENT GAGNON

REARMEMENT MORAL

(Suite de la page 11)

Pour les autres, peut-être comme un filtre. Une fois que vous l'avez franchi, vous entrez soudain dans un autre univers, un univers purifié, et vous commencerez à comprendre alors ce que votre aversion contre ces mots vous avait précédemment empêché jusque-là de percevoir. »

Car il y a derrière ce mot tout un monde à découvrir dont les frontières échappent à chacun d'entre nous, et Buchman lui-même, le pionnier, avait l'humilité de dire : « J'apprends jour après jour ce qu'est le Réarmement moral. » Pour lui, ce courant de pensée appartenait au Créateur de toutes choses et il se rendait bien compte que, comme tout ce qui est né dans le creuset du christianisme, on ne pouvait l'étiqueter définitivement.

Alors n'ayez pas peur d'entrer dans ce monde en chantier dont il nous a ouvert la voie. Non que Buchman ait inventé quoi que ce soit. Il s'en défendait. Chrétien qui s'est laissé modeler par la recherche de l'inspiration divine, il croyait simplement que tout homme pouvait changer, qu'il pouvait être visité par une flamme intérieure, l'homme d'Etat comme le manœuvre, l'Américain comme l'Arabe, le Russe comme l'Israélien, et que se renouvelait ainsi le monde de l'intérieur.

Dans une telle perspective, la vie devient alors une aventure de tous les jours où nous apprenons à miser, dans nos relations de famille, de travail, de circonstance, sur ce que l'autre est appelé à devenir.

Réar... quoi ? Appelez-le comme vous voulez, mais réarrangez votre vie, réactivez votre foi et réharmonisez le monde. Il en a bien besoin.

JEAN-JACQUES ODIER

MALAISIE

(suite de la page 7)

lam, afin de faire échec à la montée du matérialisme et des extrémismes.

Outre ces innovations, une autre tendance se fait fortement sentir en Malaisie : l'ouverture à l'Orient (l'Extrême-Orient pour l'occidental) et le recours grandissant au secteur privé, qui exige une véritable volte-face par rapport à la tradition et qui projette le pays vers l'inconnu. Si la Malaisie se tourne vers l'Est, c'est pour réagir contre sa dépendance traditionnelle envers l'Occident en matière de savoir, de technologie et d'échanges. Dorénavant, les relations économiques se concentreront sur les pays développés de la région, principalement le Japon et la Corée du Sud. Ces pays sont en effet devenus pour nous des modèles en matière d'éthique du travail. Le pays se lance également dans les projets communs avec le Japon, notamment pour la construction d'une automobile malaise, en liaison avec la société nippone Mitsubichi (560 millions de dollars U.S. d'investissements). Ce qui a forcé les sociétés européennes (Fiat et Peugeot en particulier) à réduire leurs activités locales, le gouvernement faisant tout pour assurer la protection et la survie de cette jeune industrie automobile nationale.

En 1983, a été lancé un important consortium industriel, la *Malaysia Inc.*, dans laquelle on retrouve une caractéristique typiquement japonaise : l'alliance des secteurs privé et public. Comme l'a affirmé alors le premier ministre, il s'agissait de lancer une société « où le gouvernement et le secteur privé seraient tout à la fois propriétaires et salariés ». La création de ce consortium a donné un élan nouveau au secteur privé et a permis de réduire plus efficacement les dépenses publiques. Des réalisations concrètes ont suivi les déclarations d'intention : création d'une chaîne de télévision privée, privatisation d'une partie des télécommunications etc.

Un potentiel considérable

Ainsi, la création de *Malaysia Inc.* et la privatisation l'accompagnant, en encourageant l'initiative individuelle, ont

accélééré le rythme du développement. Il n'en reste pas moins que la tâche reste immense, vu l'augmentation de la population (qui devrait quintupler d'ici 100 ans). Il est donc vital pour le gouvernement de pouvoir développer progressivement son marché intérieur.

Selon la Banque mondiale, la dette extérieure de la Malaisie reste forte, sans pour autant être incontrôlable. Les exportations de pétrole permettent d'équilibrer le budget du commerce extérieur et il faut aussi compter avec les exportations de gaz liquéfié, dont les débouchés sont assurés pour vingt ans !

D'autre part, les produits agro-alimentaires, notamment l'huile de palme, représentent un potentiel d'exportation considérable, qui pourrait encore être développé, malgré les terribles fluctuations que subissent sur le marché mondial les prix de ce genre de produits, comme d'ailleurs ceux du caoutchouc et de l'étain.

Membre de l'A.S.E.A.N. (Association des pays du Sud-est asiatique, regroupant outre la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, Singapour et Brunei) la Malaisie est un des pays



Trois races principales, un drapeau.

de cette organisation qui a pris le plus d'initiatives sur la question cambodgienne : pour son gouvernement, ce sont les Cambodgiens qui doivent décider eux-mêmes de leur sort, la condition préalable étant le retrait des forces vietnamiennes de l'ensemble du territoire national. Ceci dit, la Malaisie, à l'inverse de Singapour, s'est toujours re-

fusée à soutenir ouvertement, en lui fournissant des armes, la coalition anti-vietnamienne du Kampuchéa démocratique. Il semble toutefois que des soldats de la coalition aient été formés sur son sol, non loin de la frontière thaïlandaise. Le gouvernement de Kuala-Lumpur n'a rien fait pour démentir cette information, car il est attaché aux relations cordiales qu'il entretient avec ses voisins.

Projets et espoirs

Ce qui risque de nuire à ses bons rapports, notamment avec les Philippines et l'Indonésie, c'est le problème posé par l'entrée illégale en Malaisie de réfugiés et d'émigrants philippins et indonésiens notamment dans l'Etat de Sabah (au nord de l'île de Bornéo), l'un des treize Etats de la fédération. D'autre part, de nombreux Indonésiens viennent débarquer illégalement en Malaisie péninsulaire. Ethniquement, ces deux groupes sont apparentés aux Malais. Malgré l'accord entre l'Indonésie et la Malaisie sur l'emploi d'immigrants indonésiens dans les plantations et dans l'industrie du bâtiment, cet afflux d'étrangers fausse les statistiques ethniques et semble causer une augmentation de la criminalité.

Avec ces problèmes en toile de fond, le gouvernement poursuit un programme important de grands travaux : l'an prochain sera terminé le plus long pont du monde, qui reliera l'île de Penang au continent. Il a été également décidé du site où sera édiflée une deuxième capitale, jumelle de l'actuelle. Un train à grande vitesse est à l'étude.

Notre pays est un pays comblé : végétation luxuriante, décor montagneux splendide, plantations d'hévéas et de palmiers à huile, mines d'étain, pétrole. Des villes nouvelles jaillissent du sol. La prospérité et la croissance futures du pays dépendent avant tout de la bonne entente entre les races. Les événements de Chypre, d'Irlande, de Sri Lanka ou du Liban devraient nous servir d'avertissement. Le gouvernement actuel doit donc cheminer prudemment et tenir compte des aspirations de tous les Malaisiens, quelle que soit leur appartenance ethnique.

K. HARIDAS

Dans 56 pays, on lit...

...changer



Des signes d'espoir derrière l'actualité. Des réflexions sur les choix éthiques auxquels nous sommes confrontés. Des faits qui confirment que l'homme peut être changé et changer son environnement. Tous les mois, seize pages qui aiguillonneront votre courage.

Abonnez-vous

Abonnez vos amis

(voir bulletin en page 2)